
Débattre de la philanthropie au parlement : analyse des débats parlementaires français autour des exonérations fiscales liées au financement du secteur non lucratif

Anne Bory*¹

¹Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques - UMR 8019 (CLERSE) – Université de Lille, Sciences et Technologies, Université du Littoral Côte d'Opale, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8019 – Université de Lille - Sciences et technologies Bâtiment SH259655 Villeneuve d'Ascq Cedex, France

Résumé

L'analyse se concentrera sur l'évolution depuis la fin des années 1980 des arguments mobilisés par les parlementaires français en faveur et en défaveur d'une fiscalité destinée à encourager la philanthropie des élites économiques en s'attachant à la fois aux registres de (dé)légitimation employés, aux références utilisées (qu'elles soient géographiques, historiques, philosophiques, politiques, littéraires...), aux appartenances et prises de position politiques des différents acteurs de ces débats. L'identification des points de controverses, et leur évolution dans le temps permettront d'examiner, en miroir, l'évolution de la légitimité de la philanthropie parmi les élites politiques et administratives. La mise en perspective de ces éléments avec les évolutions de l'action publique – dans ses formes et ses moyens financiers – et la place du secteur non lucratif dans la prise en charge de l'intérêt général devrait enfin permettre d'affiner la compréhension des liens entre ces mesures et les reconfigurations de l'action publique.

Mots-Clés: philanthropie, fiscalité, débats parlementaires, action publique, intérêt général

*Intervenant